

Gratter des postes, coûte que coûte !

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Lors du CSA du 30 janvier 2025 dont l'objet était la préparation de la rentrée dans les collèges, Sud Education vous faisait part alors dans sa déclaration de la singularité de la tenue de l'instance. En effet, alors que l'état n'avait pas encore de budget, et bien il était déjà annoncé le nombre de suppressions de poste par académie. Comme quoi, les anticipations sont possibles !!!

Pour notre académie, cela se traduisait par la suppression de 137 emplois pour le second degré et 22 postes dans le premier. Il nous manquait juste une donnée, le nombre de retraits d'emploi pour notre département ! Depuis, nous connaissons aujourd'hui le nombre de ces suppressions avec ces ritournelles éléments de langage: « la baisse démographique », « prendre ses responsabilités », « ailleurs c'est pire », « des efforts nécessaires », le tout au nom de l'intérêt général ... Mais l'intérêt général qui prévaut n'est pas partagé. Car c'est celui d'une caste dominante manœuvrant sans relâche à l'assignation à résidence sociale des élèves issu.es des classes défavorisées et si possible à leur mise au pas.

D'une année sur l'autre, confrontée à un financement à chaque fois plus erratique, l'Education Nationale s'éloigne et délaisse une partie de la jeunesse tout en affichant un discours de lutte contre les inégalités sociales. Pour le ministère et certains de ces membres réactionnaires, il semblerait que les inégalités se gomment par le port de l'uniforme dont le financement se chiffre à 1,6 million d'euros pour la seule année 2024-2025. Il semblerait aussi que le simple port d'une tenue permette de « re-civiliser » une « partie de la jeunesse » et d'en faire de vrai.e citoyen.ne engagé.e. Pourtant l'histoire nous montre que l'embrigadement de la jeunesse conduit à des sociétés militarisées avec une fin jamais écrite mais toujours dramatique.

Par ailleurs comment peut-on demander aux jeunes de s'engager en tant que citoyen.ne tout en confiant l'encadrement à l'armée ? Tout en empruntant et en donnant des gages aux idées de l'extrême droite avec notamment la volonté de généraliser le SNU ? Les jeunes n'ont pas besoin d'être « forcés.es » à s'engager car ils et elles le sont déjà ; engagé.es pour lutter contre le racisme, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits, pour que cesse la destruction de la terre, contre les discriminations... et pour défendre leur droit à l'éducation. Certain.es en sont même à s'interroger sur le lieu de leur scolarisation...

Le droit à une éducation de qualité passe par l'attribution de moyens à hauteur des besoins, pas par des suppressions de poste, lesquelles n'ont rien de surprenant car elles s'inscrivent dans la continuité des grands chantiers imposés (école de la confiance, choc des savoirs...) et ce malgré le refus de la communauté éducative : enseignants, parents et représentant.es des personnels. Le contexte d'instabilité gouvernementale a contraint la ministre actuelle à donner l'impression de détricoter quelque peu certaines mesures phares du choc des savoirs : la non généralisation des groupes en 4ème et en 3ème, l'abandon de rendre obligatoire l'acquisition du DNB pour entrer en seconde ou encore la suspension de la généralisation des prépa-secondes. Ce pseudo-détricotage reste un grossier subterfuge pour faire passer sans le dire par pertes et profits l'idée de son prédécesseur.

En attendant , pour la communauté éducative ainsi que pour les parents d'élèves le ministère doit assumer et annoncer clairement le renoncement au « choc des savoirs » et tirer partie de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'apprentissages des élèves afin de tendre vers la réussite du plus grand nombre. Il est plus que temps de rétablir non pas l'égalité des chances mais bel et bien l'égalité du droit à la réussite de tous les élèves.